

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers de novembre 1999

### Déficit budgétaire de 292 millions de dollars en novembre 1999

Un déficit budgétaire de 292 millions de dollars a été affiché en novembre 1999, comparativement à un excédent de 448 millions en novembre 1998. Les recettes budgétaires ont diminué de 207 millions (1,7 %), surtout sous l'effet de la baisse des recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ainsi que des droits et des taxes d'accise. Les dépenses de programmes ont augmenté de 447 millions (5,3 %), en grande partie en raison de l'augmentation des transferts aux autres administrations et des dépenses au chapitre de la défense, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 86 millions (2,4 %), traduisant une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Sur le plan des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 1,3 %. Cette baisse est attribuable à des transferts au compte du Régime de pensions du Canada pour un moins-perçu lié aux mois antérieurs et aux recettes d'impôt sur le revenu des sociétés, en raison d'une répartition erronée des recettes des mois antérieurs. Sans ces facteurs ponctuels, les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers auraient été plus élevées si l'on tient compte du plus grand nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 23,3 %. La plus grande partie de ce gain est toutefois attribuable à un transfert d'impôt sur le revenu des particuliers, tel qu'il est expliqué précédemment.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 8,0 %, une réduction des taux de cotisation ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi (la cotisation de l'employé en 1999 est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables par rapport à 2,70 \$ en 1998).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 8,1 %. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 5,4 % sous l'effet d'une augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 9,9 % par suite d'une baisse d'une année sur l'autre de 10,0 % en octobre 1999. Les autres taxes et droits d'accise ont chuté de 15,7 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien.
- Les recettes non fiscales ont reculé de 25,8 %. Cette composante est très instable d'un mois à l'autre en raison du moment où les sommes sont reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,9 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 3,2 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. À l'opposé, les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 3,5 %, résultat de l'amélioration de la situation du marché du travail.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	12 526	12 319	101 229	103 420
Dépenses de programmes	-8 481	-8 928	-65 810	-68 065
Solde de fonctionnement	4 045	3 391	35 419	35 355
Frais de la dette publique	-3 597	-3 683	-27 496	-27 486
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	448	-292	7 923	7 869
<b>Opérations non budgétaires</b>	2 281	2 328	-615	-844
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	2 729	2 036	7 308	7 025
<b>Opérations de change</b>	-6 363	-3 320	-825	-4 183
<b>Solde financier net</b>	-3 634	-1 284	6 483	2 842
<b>Variation nette des emprunts</b>	3 339	6 362	-15 068	-555
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	-295	5 078	-8 585	2 287

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 8,8 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 6,9 %. Les subventions et autres transferts ont reculé de 11,2 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État ont affiché une hausse de 15,8 %. L'évolution d'une année sur l'autre de ces composantes fait surtout état du moment où ces sommes sont reçues. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ont augmenté de 15,0 %, surtout en raison de l'augmentation des dépenses en matière de défense requise pour permettre au Canada de s'acquitter de ses engagements au chapitre du maintien de la paix sur la scène internationale.

### Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 7,9 milliards de dollars, en baisse de 54 millions par rapport à l'excédent enregistré pour la même période en 1998-1999. En fonction de l'expérience des années précédentes et compte tenu de l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 1999 et de la réduction récemment annoncée des taux de cotisation d'assurance-emploi de 2,55 \$ à 2,40 \$ (cotisation de l'employé par tranche de 100 \$ de gains assurables) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, l'excédent budgétaire devrait augmenter en décembre avant de diminuer au dernier trimestre de l'exercice. Tel qu'il était indiqué dans *La Mise à jour économique et financière*, en l'absence de toute autre mesure stratégique, le solde budgétaire sous-jacent, à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé, est estimé à 5,0 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année.

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	novembre		variation (%)	d'avril à novembre		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 958	5 878	-1,3	48 980	51 239	4,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 526	1 881	23,3	12 167	11 529	-5,2
Autres	173	183	5,8	1 556	1 882	21,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 657	7 942	3,7	62 703	64 650	3,1
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 194	1 098	-8,0	12 938	12 332	-4,7
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2 222	2 101	-5,4	14 355	15 708	9,4
Droits de douane à l'importation	172	155	-9,9	1 652	1 535	-7,1
Taxes de vente et d'accise	719	606	-15,7	5 827	5 516	-5,3
Total des taxes et droits d'accise	3 113	2 862	-8,1	21 834	22 759	4,2
<b>Total des recettes fiscales</b>	11 964	11 902	-0,5	97 475	99 741	2,3
<b>Recettes non fiscales</b>	562	417	-25,8	3 754	3 679	-2,0
<b>Total des recettes budgétaires</b>	12 526	12 319	-1,7	101 229	103 420	2,2

De ce montant, une somme de 3,0 milliards sera affectée à la réserve pour éventualités et servira, si elle n'est pas utilisée, à rembourser une partie de la dette publique.

Les recettes budgétaires ont avancé de 2,2 milliards de dollars (2,2 %) d'une année sur l'autre, étant donné que l'augmentation des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS a plus que compensé la diminution de la plupart des autres grandes composantes de recettes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (4,6 %). Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, sous le coup d'une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de Prestation

fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,6 milliard de dollars (5,2 %) sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices des sociétés ont sensiblement remonté pendant les trois premiers trimestres de l'année civile 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,7 %), étant donné que la baisse des taux de cotisation et les rajustements pour les années précédentes ont plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	novembre		variation	d'avril à novembre		variation
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 899	1 959	3,2	15 084	15 407	2,1
Prestations d'assurance-emploi	944	911	-3,5	7 054	6 880	-2,5
Total	2 843	2 870	0,9	22 138	22 287	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	8 333	8 333	0,0
Transferts fiscaux	828	975	17,8	6 355	7 056	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-189	-188	-0,5	-1 494	-1 501	0,5
Total	1 681	1 829	8,8	13 194	13 888	5,3
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	106	119	12,3	394	434	10,2
Affaires étrangères	19	118	521,1	784	939	19,8
Santé	91	64	-29,7	651	651	0,0
Développement des ressources humaines	113	120	6,2	1 091	986	-9,6
Affaires indiennes et du Nord	272	269	-1,1	2 723	2 783	2,2
Industrie et développement régional	120	108	-10,0	881	844	-4,2
Anciens combattants	115	116	0,9	910	921	1,2
Autres	398	182	-54,3	1 593	1 330	-16,5
Total	1 234	1 096	-11,2	9 027	8 888	-1,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	80	0,0	585	565	-3,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	143	150	4,9	1 145	1 195	4,4
Autres	69	108	56,5	650	701	7,8
Total	292	338	15,8	2 380	2 461	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	748	1 031	37,8	5 975	6 624	10,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 683	1 764	4,8	13 096	13 917	6,3
Total	2 431	2 795	15,0	19 071	20 541	7,7
Total des dépenses directes de programmes	3 957	4 229	6,9	30 478	31 890	4,6
<b>Total des dépenses de programmes</b>	8 481	8 928	5,3	65 810	68 065	3,4
<b>Frais de la dette publique</b>	3 597	3 683	2,4	27 496	27 486	0,0
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	12 078	12 611	4,4	93 306	95 551	2,4
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 758	5 795	0,6	44 359	45 063	1,6

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (4,2 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,4 milliard (9,4 %) en raison des gains notables au chapitre des produits et des services assujettis à la TPS. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 7,1 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 5,3 %, en partie en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui incluent le rendement des placements et d'autres recettes, comme les droits et le produit d'opérations de vente, ont reculé de 2,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 2,3 milliards de dollars (3,4 %) d'avril à novembre 1999, comparativement à la même période en 1998.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 %, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté, car le nombre de personnes admissibles à des prestations est plus grand et les prestations moyennes sont plus élevées puisqu'elles sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs. Par contre, il y a eu une augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien à l'emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,7 milliard de dollars (5,3 %), sous l'effet de la forte

hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, comme il a été indiqué précédemment.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,6 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas changé par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, une légère baisse du taux d'intérêt moyen effectif ayant compensé l'effet de l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt.

### **Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 7,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	448	-292	7 923	7 869
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	141	41	891	230
Autres	-26	13	-463	-61
Total	115	54	428	169
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-593	463	349	695
Comptes de pension de retraite	322	394	2 533	3 171
Autres	-10	1	45	-124
Total	-281	858	2 927	3 742
<b>Autres opérations</b>	2 447	1 416	-3 970	-4 755
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	2 281	2 328	-615	-844
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	2 729	2 036	7 308	7 025
<b>Opérations de change</b>	-6 363	-3 320	-825	-4 183
<b>Solde financier net</b>	-3 634	-1 284	6 483	2 842

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde financier net</b>	-3 634	-1 284	6 483	2 842
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 100	4 900	1 831	6 867
Obligations d'épargne du Canada	290	364	-2 197	-681
Bons du Trésor	-500	-400	-26 100	-4 050
Autres	362	-543	1 281	-242
Total partiel	-948	4 321	-25 185	1 894
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-415	-397	151	-39
Total	-1 363	3 924	-25 034	1 855
Payables en devises				
Obligations négociables	4 838	2 942	9 226	2 527
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	-136	-504	1 687	-4 681
Billets du Canada	-	-	-947	-256
Total	4 702	2 438	9 966	-2 410
<b>Variation nette des emprunts</b>	3 339	6 362	-15 068	-555
<b>Variation de l'encaisse</b>	-295	5 078	-8 585	2 287

Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 0,8 milliard de dollars au cours des huit premiers mois de 1999-2000, soit une légère hausse par rapport au besoin net de 0,6 milliard au cours des huit premiers mois de 1998-1999. Il s'est donc dégagé un excédent financier (excluant les opérations de change) de 7,0 milliards au cours de la période d'avril à novembre 1999, soit un léger recul par rapport à l'excédent de 7,3 milliards enregistré à la période correspondante de 1998.

**Données cumulées de l'exercice :  
excédent financier net de 2,8 milliards de  
dollars (y compris les opérations de change)**

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à novembre 1999 a été marquée par un besoin net de 4,2 milliards de dollars, comparativement à 0,8 milliard pour la même période en 1998.

Avec un excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars, un besoin net de 0,8 milliard relatif aux opérations non budgétaires et un besoin net de 4,2 milliards pour les opérations de change, l'excédent financier net s'établissait à 2,8 milliards, pour la période d'avril à novembre 1999, comparativement à 6,5 milliards pour la même période en 1998.

En novembre 1999, l'augmentation nette des emprunts sur le marché s'est élevée à 6,4 milliards de dollars, si bien que la tranche de la dette contractée sur le marché ayant été remboursée n'a totalisé que 0,6 milliard à la fin de novembre 1999. L'augmentation des emprunts sur le marché en novembre est attribuable à la hausse des réserves internationales officielles du Canada, au renforcement de l'encaisse pour rembourser les titres échus au début de décembre et à l'incidence des mesures de précaution liées aux besoins de fins d'exercice. L'augmentation nette de l'encaisse a donc totalisé 2,3 milliards, de sorte qu'à la fin de novembre 1999, l'encaisse s'établissait à 11,6 milliards de dollars.

# La revue financière

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	30 novembre 1999	variation
	(en millions de dollars)		
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 202	-5 307
Intérêt et dette échue	9 791	5 075	-4 716
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	35 293	-10 023
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	125 579	3 172
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	6 122	695
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 598	-126
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 299	3 741
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 626	6 874
Bons du Trésor	96 950	92 900	-4 050
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 935	-727
Autres	4 063	3 821	-242
Total partiel	424 427	426 282	1 855
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	26 434	2 527
Bons du Canada	10 230	5 549	-4 681
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	33 590	-2 410
Total de la dette non échue	460 427	459 872	-555
Total de la dette portant intérêt	594 985	598 171	3 186
Total du passif	640 301	633 464	-6 837
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	15 273	12 292	-2 981
Comptes d'opérations de change	34 668	38 850	4 182
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 367	-169
Total de l'actif	63 477	64 509	1 032
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	576 824	568 955	-7 869

